

# Second discours contre la paix de Brest-Litovsk au VIIe Congrès du PCR(b)

N. Boukharine

Source : *Sed'moy ekstremnyy s'yezd RKP(b). Mart 1918 goda. Stenograficheskiy otchet* [Septième congrès extraordinaire du PCR(b). Mars 1918. Rapport sténographique]. Moscou : Gospolitizdat, 1962, pp. 101-109. Traduction MIA.

[8 mars 1918, séance du matin]

**C**amarades ! Nous devons maintenant nous poser une question fondamentale, qui doit être discutée en tout premier lieu, car sa résolution ne peut et ne doit pas être éludée par les partisans d'aucune des deux positions. Cette question est la suivante : la guerre est-elle globalement possible maintenant ? Et par le mot « maintenant », j'entends, sinon le jour même au sens littéral du terme, du moins le plus proche avenir, l'échéance la plus immédiate. Il faut décider si elle est objectivement possible, ou non. Pour notre part, nous répondons que ce type de guerre est possible tandis que nos adversaires affirment qu'elle est impossible. (*voix de Lénine* : « possible ! ») Que dit le camarade Lénine : Impossible ou possible ?

Si cette guerre est possible dans un avenir très proche, dans quelques jours, nous devons alors demander aux partisans du courant que représente Lénine sur quoi, en fin de compte, fondent-ils leur position. Car le point central de toute leur argumentation, de tous leurs discours, résolutions, interventions en meeting et au congrès et de toutes sortes d'autres déclarations, est qu'aujourd'hui, pour des raisons objectives, avec la désagrégation de l'armée, de l'état actuel des approvisionnements, de l'effondrement des transports, etc, nous ne pouvons pas faire la guerre. Le camarade Lénine a en tête, pour ainsi dire, un schéma déterminé, qu'il n'a cependant pas suffisamment clairement exposé devant nous. Par exemple, jusqu'à présent, je pensais qu'il considérait la guerre comme absolument impossible. Mais il faut voir comment ces raisonnements du camarade Lénine se réfractent chez tous les autres partisans de sa position.

Le camarade [Sverdlov](#) dit carrément que nous ne pouvons pas faire la guerre maintenant. Vous avez entendu un orateur tout aussi direct, le camarade [Artem](#), qui a dit que nous ne pouvons pas faire la guerre. Plusieurs autres orateurs ont dit la même chose. J'affirme que dans l'agitation contre nous, contre les partisans de la guerre révolutionnaire, l'argument le plus fondamental présenté de manière démagogique est le suivant : faire la guerre maintenant, c'est envoyer des hommes à l'abattoir. Voilà l'atout maître de nos camarades qui ne sont pas d'accord avec nous, voilà l'argument principal. J'affirme qu'une telle position ne résiste pas à la moindre analyse critique. Peut-être que le camarade Lénine n'est pas d'accord avec eux maintenant, mais un tel courant existe dans notre parti et il se manifeste assez clairement. Or, ce courant désorganise toute l'œuvre de défense révolutionnaire.

Si le camarade Lénine adopte désormais un point de vue différent, toute son orientation doit alors se modifier en conséquence : dans ses articles, dans son activité, il doit dire aux travailleurs : « la situation est extrêmement grave ; peut-être que dans deux jours nous devons faire la guerre. C'est pourquoi vous devez prendre les armes maintenant, faire la guerre est possible, n'y renoncez pas ! » Ne devrions-nous pas tous, comme un seul homme, nous ranger justement à ce point de vue ? (*Exclamations* : « Exact ! ». *Applaudissements*) Mais, camarades, vous ne savez pas comment l'agitation est réellement menée. Prenez tous les comptes-rendus, examinez toute cette artillerie lourde déployée contre nous. Vous verrez que l'on ne met l'accent que sur un seul aspect de la question : on affirme que la guerre est impossible en raison des conditions objectives. L'autre moitié n'y est pas, l'autre aspect n'est pas développé.

Et qu'est-ce que cela signifie ? J'ai entendu hier l'un des partisans du camarade Lénine, le camarade [Pozern](#), arrivé du front Nord, dire que les soldats avaient en grande partie déserté parce qu'ils ne comprenaient pas la position totalement absurde qu'occupent les cercles dirigeants de notre parti. (*Bruit.*) Il affirme que la propagande et l'agitation menées actuellement par notre parti désorganisent totalement les soldats, qui ne comprennent pas tout ce qui se passe. Les soldats disent, selon les affirmations de nos dirigeants, que la guerre est impossible, et ils refusent donc de se battre et de verser leur sang en pure perte. C'est pourquoi ils fuient jusqu'au dernier homme. C'est ainsi, et il n'y a rien à faire. C'est pourquoi, en intervenant la première fois, j'ai dit et je répète maintenant que l'erreur et le tort de la ligne officielle du parti résident en ce que, au lieu de la mobilisation spirituelle du prolétariat, elle le démobilise spirituellement, en désagrégeant sa volonté de résistance sacrée contre les impérialistes.

Lors de ma dernière prise de parole, j'ai soutenu que nos adversaires devront forcément se rallier à notre position, mais que pendant le « répit », leurs activités – leur propagande et leur agitation – contribueront objectivement à la désagrégation, à la démobilisation de nos forces au lieu de leur mobilisation. Le camarade Lénine n'est visiblement pas d'accord avec la position aussi directe défendue par ses partisans – c'est ce que j'affirme catégoriquement. Mais dans ce cas, je lui demanderai ceci : s'il estime que dans deux ou trois jours nous serons en état de mener la guerre, pourquoi achète-t-il à un tel prix ce traité, qui nous porte un préjudice incalculable et nous couvre de honte aux yeux du prolétariat mondial tout entier ? Pourquoi faut-il signer ce traité, à quoi sert-il, si nous pouvons faire la guerre ? Ce répit, le camarade Lénine l'a d'abord évalué en mois, puis en jours, puis en heures. Sous nos yeux, le fameux répit fond complètement et se transforme en une ligne mathématique à une dimension, c'est-à-dire en un tout petit point. Ainsi, le camarade Lénine se rapproche de notre position, mais pour ce petit point mathématique, il ne vaut pas la peine de payer le prix aussi élevé que le camarade Lénine s'apprête à payer. Vous l'avez entendu dire ici qu'il était prêt à payer un prix même cent fois plus grand. Excusez-moi, mais un tel calcul, une telle comptabilité, sont absolument incompréhensibles. (*Lénine* : « C'est très compréhensible »)

Camarades, la deuxième question fondamentale est la suivante. Le camarade Lénine estime – et nous sommes d'accord avec lui sur ce point – que la guerre est possible, et alors se pose la deuxième question : comment se déroulera le processus d'organisation de cette guerre ? Il y a deux réponses différentes à cette deuxième question. L'une est que nous disposerons d'assez de temps pour développer nos forces, les organiser, mettre en place un énorme appareil, mobiliser les travailleurs, les soldats, attirer certaines couches d'officiers, obtenir certains matériels et mettre ainsi en place une véritable machine de guerre, une machine militaro-socialiste selon toutes les règles de l'art et de la science militaires. Post factum, quand tout cela aura été fait, quand d'énormes réserves militaires auront été constituées, commencera seulement un combat ayant toutes, ou presque toutes, les chances de succès. Telle est l'une des perspectives.

L'autre perspective est tout à fait opposée. Selon cette perspective, l'organisation de nos forces militaro-techniques s'accomplit dans le processus même de la lutte. On peut se la représenter de telle sorte qu'avec le temps, à mesure de l'avance des impérialistes, les racines sociales de l'attaque allemande, et peut-être japonaise, anglaise ou française, se dévoileront de plus en plus, ainsi que, de

l'autre côté, les racines sociales de la défense contre cette attaque. Et au cours de ce choc de classes, les deux camps mobiliseront inévitablement leurs forces spirituelles et matérielles, les choses seront clarifiées dans les esprits et la défense de la patrie socialiste deviendra une réalité. Dans le processus de cette lutte, de nouveaux détachements se formeront qui, du point de vue militaire, seront initialement extrêmement chaotiques et imparfaits. Au début, ils subiront sans doute des défaites, ne résisteront à aucune critique d'un point de vue militaro-technique, mais leur force résidera dans leur conscience socialiste, dans la nature sociale de cette nouvelle armée en cours de mobilisation. En fin de compte, c'est dans le processus même de lutte, dans la confrontation directe avec l'ennemi de classe, qu'une armée d'un type nouveau, totalement apte au combat, s'organisera et sera progressivement en mesure de supporter l'assaut.

Voici donc deux schémas distincts. Le premier énonce : d'abord l'organisation la plus complète, puis la lutte ; le second dit : organisation des forces pendant la lutte elle-même. Et cette deuxième question doit donc être posée immédiatement après la première – la guerre est-elle possible ? – et il faut évaluer sans phraséologie, très rationnellement, laquelle de ces deux perspectives est possible. (*Lénine* : « Il est clair que les deux le sont. »)

J'affirme que la première perspective, sur laquelle le camarade Lénine fonde toute sa tactique, est absolument utopique et n'est que phraséologie. Après tout, le camarade Lénine lui-même a extrêmement réduit la durée de son répit, or la première perspective présuppose un intervalle de temps et d'espace connu. Et ici, il faut dire franchement et précisément : combien de temps faut-il pour organiser une armée selon toutes les règles de l'art militaire ? Comment allez-vous la former, où allez-vous puiser toutes les réserves et ressources ? Comment pensez-vous l'équiper ? Demandez à n'importe quel militaire et il vous dira que pour cela, il ne faut pas des heures — de 5 heures un jour à 7 heures un autre, comme le calcule le camarade Lénine — pour cela, il faut un intervalle de temps très, très conséquent. Et c'est pourquoi la première perspective est totalement irréaliste.

Le camarade Lénine dit que nous brandissons l'épée, alors qu'en réalité, c'est lui-même qui brandit l'épée, sans avoir derrière lui une perspective réelle. Et nous évaluons la situation mille fois plus sobrement que lui. Le camarade Lénine s'efforce de nous présenter sous un jour défavorable afin de pouvoir ensuite plus facilement abattre l'image de nous qu'il a lui-même créée. Un tel procédé ne convient absolument pas à une politique sérieuse, car il n'éclaire en rien la question que nous débattons.

Le camarade Lénine prétend que nous parlons de l'embrasement de la révolution qui a commencé en Europe occidentale, que nous peignons en rose une situation qu'il faudrait peindre en noir. Mais lui-même ne peint en noir que d'un seul côté, en affirmant que nous ne pouvons pas faire la guerre. Mais lorsqu'on discute de la question fondamentale du répit, c'est le camarade Lénine qui vous peint des perspectives en rose, qui développe des perspectives qui n'existent pas en réalité. Il faut le dire clairement : camarade Lénine, osez-vous affirmer, pouvez-vous dire, démontrer, vous adresser aux ouvriers en disant que vous obtiendrez un répit suffisant pour organiser toute cette immense entreprise dont vous parlez ?

Nous affirmons que non seulement on ne peut pas dire — comme le disait le camarade Zinoviev — « nous ne pouvons pas donner de réponse : peut-être que ça marchera, peut-être que non » — car on ne peut donner qu'une seule réponse catégorique : un tel répit, on ne vous le donnera pas, à moins que vous ne suiviez le chemin qui transforme le parti prolétarien en un parti non prolétarien. Dans ce cas, on vous accordera peut-être un répit.

Une chose est claire, et je l'affirme catégoriquement : nous n'obtiendrons pas un tel répit si le caractère ouvrier du pouvoir des Soviets est préservé. (*Lénine* : « Nous l'avons déjà obtenu ») Vous dites : « nous l'avons déjà ». Avez-vous déjà organisé tout ce que vous avez envisagé ? C'est d'un tel répit que nous parlons. Pour l'instant, nous n'avons obtenu qu'un répit pour la tenue de notre Congrès. Nous n'obtiendrons pas de répit plus long. Il est peu probable que quiconque puisse prouver le

contraire. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de perspective rose qui dirait que nous parviendrons à organiser les forces militaires, et qu'ensuite seulement nous nous lancerons dans la bataille.

Il ne nous reste donc que la deuxième possibilité, la deuxième perspective, et j'affirme que tout le cours de la révolution russe prédétermine précisément cette issue, qui est la mobilisation de nos forces dans le processus même de la lutte. Toute notre révolution a suivi un tel chemin. Et si le camarade Lénine soutient qu'il y a une certaine différence qualitative, parce qu'avant nous avons affaire à [Kalédine](#) alors que maintenant c'est l'impérialisme allemand, alors j'affirme que dans le processus de la lutte contre la bourgeoisie, nous avons dû nous-mêmes détruire l'appareil militariste de la bourgeoisie, et nous n'avons pas créé – et ne pouvions pas le faire à court terme – quelque chose de semblable à l'appareil militaire de la bourgeoisie. Une telle perspective nous était fermée. Toute notre force réside dans notre base sociale et dans nos mots d'ordre sociaux. Le camarade [Sokolnikov](#) parlait ici hier avec la plus grande ironie du moujik qui ne se bat que quand on lui prend son bétail ou ses bottes. Mais c'est justement ce moujik qui nous sauvera en cette période. (*Des voix s'élèvent* : « C'est vrai ! »)

Le camarade Zinoviev prétend que nous confondons deux choses : la composition sociale du parti et la composition sociale du pays. Il me prête l'affirmation que nous ne devrions pas tenir compte de la paysannerie. C'est inexact, il déforme mes propos. Moi et les camarades solidaires avec moi, nous affirmons que notre parti se transforme d'un parti d'avant-garde en un parti de tout le peuple. Mais cela n'a rien à voir avec la prise en compte ou non de la paysannerie comme élément social du pays. Nous affirmons que nous sommes l'avant-garde et que nous devons entraîner les autres couches, mais bien sûr nous devons tenir compte de la paysannerie. Il serait absurde de ne pas le faire. Cela est évident pour tout le monde. Mais tenir compte, camarades, peut se faire de différentes manières. Nous pouvons, en tant qu'avant-garde, tirer ces masses vers l'avant, ou nous pouvons capituler devant elles, sans les avoir conduites jusqu'au point où nous avons le devoir de les conduire. Notre désaccord réside ici, et non dans ce dont parlait le camarade Zinoviev. Le camarade Zinoviev adopte un point de vue tout à fait fataliste. Il dit qu'aujourd'hui le rapport de forces réel est défavorable et point à la ligne. Arrivé à ce stade, il est prêt à s'asseoir et suggère aux autres d'en faire autant.

Cette position est absolument inadmissible. Les marxistes révolutionnaires n'ont jamais dit que le rapport réel des forces était tel et que c'était la fin de l'histoire. Notre tâche en tant que politiques réalistes est de constamment nous efforcer nous-mêmes de modifier le rapport des forces réelles. La corrélation des forces sociales est tout à fait claire ; du moins les réponses reçues au questionnaire sur la question de la guerre et de la paix ne laissent planer aucun doute<sup>1</sup>. Nous constatons qu'une immense majorité des délégués s'est prononcée pour la paix à tout prix. En conséquence, nous disons qu'à ce stade, on ne peut rien attendre d'autre, mais notre devoir sacré est de peser sur les masses, de les entraîner dans la lutte. Nous ne serions pas des révolutionnaires, mais de vieilles commères, si nous nous inclinons avec vénération devant ce fait, au lieu de chercher à le modifier. Puisque nous sommes l'avant-garde (et en cela nous faisons le reproche à nos camarades de droite), — nous avons le devoir d'élever ces bas-fonds jusqu'au niveau où nous nous tenons.

Mais ici on peut nous poser la question en marxiste : « D'accord, mais d'où tenez-vous la garantie que vous pourrez le faire ? Vous dites que vous allez élever ces couches paysannes, mais peut-être qu'avec le temps, l'état des choses sera tel que cela viendra tout seul ? » J'estime qu'il faut répondre à cette question de la manière suivante : Les conditions objectives parlent en faveur de l'entrée en lutte

---

1 Il s'agit d'un questionnaire remis aux délégués du VIIe Congrès du PCR (b). Le questionnaire comportait 44 questions et les réponses des délégués sont d'un grand intérêt pour l'étude de l'état du travail du parti, du soviétique et des syndicats sur le terrain. Tous les questionnaires n'ont pas été retrouvés et il n'a pas été établi combien d'entre eux ont été distribués aux délégués. Dans les archives de l'Institut Marxiste-Léniniste près du Comité central du PCUS (f. 40, op. 1, d. 8) 46 questionnaires sont conservés. Le dernier paragraphe du questionnaire contient la question suivante : « *Quelle est l'attitude de votre organisation sur la question de la guerre et de la paix – en particulier, l'attitude des masses elles-mêmes* ». Sur les 46 délégués qui ont rempli les questionnaires, 37 ont répondu à cette question. Parmi eux, 22 ont répondu en faveur de la paix.

de la paysannerie. (*Une voix* : « Quand ? »). Lorsque le camarade Sokolnikov nous raconte que près de Pskov se sont organisés 10 000 paysans armés, qui combattent et règlent leurs comptes avec les Allemands comme il faut ; ce seul fait prouve que le mouvement a commencé, qu'il se propagera dans la mesure même où avanceront contre nous les hordes des impérialistes allemands et japonais. Cette issue, nous l'avons, et c'est la seule perspective optimiste réelle.

Mais s'il en est ainsi, il faut poser encore une question : « par quelle méthode faut-il entraîner la paysannerie dans cette lutte ? ». Et ici, avec quelques modifications, il faut répéter ce que je disais auparavant : « si vous, camarades, vous vous représentez les choses de telle sorte que vous organiserez d'abord toute la paysannerie, que vous armerez d'abord cette paysannerie, que vous la forcerez à tout faire de manière réfléchi, que vous la mobiliserez matériellement et spirituellement, et qu'ensuite vous la lancerez en tant que force militaire, je dirai que vous êtes des utopistes irrécupérables. La seule perspective réelle concernant les paysans est qu'ils seront entraînés dans la lutte quand ils entendront, verront, sauront qu'on leur prend leur terre, leurs bottes, qu'on leur prend leur pain — c'est la seule perspective réelle.

De mon point de vue, ce que font nos camarades, qui ont la majorité au Comité central, est totalement inopportun, car ils ne le font que parce qu'ils ont sans cesse devant les yeux cette même perspective — qu'ils organiseront d'abord tout le front, et qu'ensuite ils le lanceront en bloc. Une telle perspective n'existe pas. Notre seul salut réside dans le fait que les masses comprendront par l'expérience, dans le processus même de la lutte, ce qu'est l'invasion allemande, quand on prendra aux paysans leurs vaches et leurs bottes, quand on forcera les ouvriers à travailler 14 heures, quand on les emmènera en Allemagne, quand on leur mettra un anneau de fer dans les narines, alors, croyez-moi, camarades, alors nous obtiendrons une véritable guerre sainte. Cette guerre ne surgira pas en un jour, c'est un long processus, qui sera caractérisé d'abord par de lourdes défaites, par de lourdes pertes, mais qui sera ensuite victorieux. Sa force réside dans le fait qu'il grandira avec le temps. C'est pourquoi, de ce point de vue, la perspective que les camarades ont à l'esprit est totalement irréaliste, inadmissible et nuisible.

Le camarade Zinoviev, et en partie le camarade [Smilga](#) et quelques autres camarades ont affirmé qu'en recommandant un tel mode d'action, nous sapons la racine du pouvoir soviétique. Je dis : cela est faux. Le pouvoir des Soviets ne périra pas avec la chute de Petrograd et de Moscou. De deux choses l'une ; soit le pouvoir des Soviets est un pouvoir d'État de l'ancien type, le pouvoir des ministres Witte et Dournovo, un pouvoir dont il ne reste rien si on lui coupe la tête, soit c'est un pouvoir d'un type nouveau — comme le camarade Lénine l'a évoqué dans son excellent livre, peut-être le meilleur écrit pendant la guerre, « [Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir](#) ». Lénine y a établi la thèse indiscutable que le pouvoir des Soviets n'est pas seulement celui du Conseil des Commissaires du peuple, mais le pouvoir des comités d'usine, des comités paysans, des congrès ouvriers et paysans, des syndicats, de ces myriades de petites cellules qui ont étendu leurs tentacules dans chaque mine et chaque puit.

Si vraiment notre pouvoir est de ce type, alors les impérialistes devront l'arracher avec les dents de chaque usine, de chaque fabrique, de chaque village et hameau. Si notre pouvoir soviétique est un tel pouvoir, il ne périra pas avec la chute de Pétrograd, de Moscou (*Une voix* : « Alors la paix n'est pas dangereuse ». *Lénine* : « Tout à fait exact »), parce que c'est le pouvoir des masses, de leurs organisations ; s'il ne périt pas avec la chute de Pétrograd, de Moscou, alors il est faux que nous sapions le pouvoir des Soviets en acceptant la perte de Moscou et de Pétrograd, car par ce fait même, nous entraînon, nous renforçons, nous soudons toutes les forces du pays. Voilà réellement la véritable perspective révolutionnaire. Au contraire, ce que vous voulez faire, camarades, c'est saper le pouvoir soviétique, qui est fort par son contenu socialiste. Si vous commencez à évider ce contenu socialiste, vous perdez le pouvoir des Soviets.

Lors de la dernière conférence [*générale du parti*] de la ville [*de Petrograd*], le camarade Sverdlov, qui intervenait avec le camarade Zinoviev contre moi, affirmait presque sous serment que les conditions de Brest étaient la dernière concession, et que nous faisons cette concession pour ouvrir

définitivement les yeux du prolétariat allemand. Le camarade Sverdlov disait que nous faisons la dernière concession, mais il s'est écoulé à peine quelques jours, ou peut-être quelques heures, et une nouvelle concession a été faite — Batoumi, Kars, etc.<sup>2</sup>. Et cette dernière concession s'est transformée en avant-dernière. Hier, le camarade Trotsky racontait que toute une série de nouvelles concessions se préparaient, et le camarade Lénine a promis qu'il céderait encore 100 fois plus si nécessaire. Dans une telle situation, il ne nous resterait vraiment plus rien. Si l'on passe en revue toutes les manœuvres que nos camarades sont en train de faire, on doit vraiment arriver à la conclusion que « le jeu n'en vaut pas la chandelle ».

En développant l'autre perspective, nous estimons, camarades, que les faits amèneront tôt ou tard à ce que notre ligne l'emporte, mais qu'en l'adoptant dès aujourd'hui, nous sauverons le pouvoir des Soviets et le contenu socialiste de ce pouvoir. Actuellement, par exemple, on prépare même la reddition de l'Ukraine, c'est-à-dire la livraison de nos camarades ukrainiens — et là, il ne s'agit pas de ce que nous cédon un territoire, mais de ce que nous nous apprêtons à faire avec les Soviets ukrainiens, ce pour quoi nous avons stigmatisé la Rada bourgeoise. Ce fait ne peut être effacé par quoi que ce soit.

Il ne me reste plus de temps, et je voulais seulement dire quelques mots à propos de la scission. Le camarade Zinoviev et quelques autres camarades affirment que nous menons une politique scissionniste, que la parution de notre journal est un acte scissionniste. Je dois pourtant vous rappeler que quelques camarades ont déposé au Comité central une résolution où il était dénoncé noir sur blanc le danger de scission. Cette résolution n'a malheureusement pas été imprimée dans la « *Pravda* », mais bien dans notre organe, le « *Kommunist* »<sup>3</sup>, tout le monde a pu la lire. Il y était dit qu'on nous donnait une entière liberté d'agitation, et que nous avions le droit à cette agitation. Nous estimions que la question de la signature de la paix était très sérieuse et devait être posée dans toute son ampleur devant les masses.

Le camarade Zinoviev affirmait hier que c'était la première fois qu'il m'entendait essayer de parler non par sentiment, mais par raison. J'affirme que le camarade Zinoviev se trompe, car il ne pourra nier que ni « *Krasnaïa Gazeta* »<sup>4</sup>, ni la « *Pravda* », ni aucun des organes officiels ne posent la question de manière plus concrète que notre journal. Si l'on peut reprocher quelque chose à nos camarades, et en particulier au « *Kommunist* », c'est seulement de poser la question de la guerre de manière trop scientifique, trop sérieuse, et nullement par phraséologie révolutionnaire. Si l'on continue à dire que nous sommes des scissionnistes, que nous aspirons à la scission en un moment difficile, c'est inexact. Nous disons que nous ne sommes pas des scissionnistes, nous voulons seulement discuter la question, sans nous payer de mots et sans nous laisser intimider par des arguments d'autorité, nous voulons aborder sérieusement la question et prendre une décision sérieuse, digne de notre parti, et non d'un bétail qui vote. (*Applaudissements*).

---

2 Il s'agit du discours de Sverdlov à la conférence de Moscou du POSDR(b) le 4 mars 1918. L'affirmation de Boukharine selon laquelle la concession aux impérialistes allemands a été faite quelques jours ou peut-être quelques heures après le discours de Sverdlov à la conférence de Moscou ne correspond pas à la réalité. La demande de détacher de la Russie les districts d'Ardahan, de Kars et de Batoumi a été formulée par les représentants du gouvernement allemand à Brest-Litovsk le 1er mars 1918 et a été incluse dans le traité de paix signé le 3 mars, c'est-à-dire avant le discours de Sverdlov.

3 Organe théorique et politique de la fraction des « communistes de gauche » au sein du Parti bolchevique, opposée à la signature du traité de paix de Brest-Litovsk et critique de la bureaucratisation naissante. Quinze numéros au total parurent en 1918. Les principaux collaborateurs furent Boukharine (rédacteur en chef), Radek, Smirnov, Preobrajenski, Ossinski (Obolenski), Kollontaï, et Piatakov. (*Note MIA*)

4 « *Krasnaya Gazeta* » – quotidien ouvrier de masse, organe du Comité du Parti et du Soviet de Petrograd, puis de Leningrad ; publié du 25 janvier 1918 au 28 février 1939. À partir du 1er mars 1939, le journal fusionne avec la « *Leningradskaya Pravda* ».